



# DECISION DU MAIRE

Acte  
Administratif  
N° 2025/013

Décision pour  
l'acceptation  
d'indemnité de sinistre

*Nous, Christophe PILCH, Maire de Courrières,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 alinéa 6,*

*Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020 et notamment l'alinéa 5,*

*Considérant la proposition d'indemnisation de l'assureur en date du 17 décembre 2024,*

## DECIDE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : *D'accepter la proposition de la Société AXA d'un montant de 1 058,95 € en règlement du sinistre du 08 janvier 2024 relatif aux dommages occasionnés par un véhicule sur trois potelets intersection Tassigny et Salengro à Courrières.*

**ARTICLE 2** : *La recette sera inscrite au budget correspondant et le Conseil Municipal sera informé de la présente décision dès la prochaine réunion de l'Assemblée. Le présent acte sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune ce jour.*

*Fait à Courrières, le 23 Janvier 2025*

*Le Maire,*

*Publié le 23 janvier 2025*

*Christophe PILCH*

### **Voies de délais de recours**

Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication de l'acte, soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception.